

L'impact géoéconomique du COVID-19 sur l'économie globalisée

Jean-Christophe Defraigne¹

Résumé

Cet article vise à contextualiser l'impact économique de la pandémie du COVID-19 et à mettre en évidence les différents scénarios en matière de politiques économiques ainsi que leurs impacts sociaux et géopolitiques au niveau global et européen. La première partie de l'article démontre que la crise mondiale actuelle ne peut être attribuée aux seuls effets du coronavirus et des mesures de confinement mais à des faiblesses structurelles de l'économie mondiale qui n'ont pas été corrigées après la crise 2008. Ensuite, en partant des données disponibles sur l'impact économique à court terme de la pandémie et de la crise financière, la suite envisage quelles sont les politiques économiques possibles pour surmonter la crise et quels seront leurs effets sociaux et géopolitiques au niveau de l'Europe et du monde.

1. L'éruption de la pandémie dans un contexte d'instabilité financière généralisé engendré par les contradictions de long terme de l'économie capitaliste mondiale

Comme lors de chocs mondiaux précédents, de nombreux commentateurs parlent d'une nouvelle ère post-covid 19 qui bouleverserait définitivement le fonctionnement de nos sociétés. Les impacts visibles de la crise économiques qui a éclaté au début de l'année 2020 sont sans précédents depuis la deuxième guerre mondiale. Que l'on considère la chute de la production, la montée du chômage (on a enregistré 14.7% de chômage aux Etats-Unis en mai 2020, 36 millions de chômeurs, un niveau inégalé depuis les années 1930), le nombre de pays touchés simultanément ou les montants avancés par les gouvernements et leurs banques centrales pour soutenir les acteurs économiques (3000 milliards de dollars ont déjà été avancés par l'Etat américain et la Fed² a annoncé début mai qu'il en faudrait davantage), il s'agit sans nul doute de la plus grave crise depuis 1929³.

La pandémie du covid-19 rejoint ces événements marquants que furent la faillite de Lehman Brothers en 2008, des attentats du 9/11 en 2001 ou encore, si l'on revient plus arrière, le choc pétrolier de 1973. Comme la pandémie, l'impact économique et politique des événements furent considérables. Cependant de nombreux analystes ont eu tendance à exagérer leur importance par rapport à des phénomènes de plus long terme qui restent plus difficiles à identifier.

¹ Professeur à l'Institut d'études européennes de l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles et à la Louvain School of Management

² Fed pour *Federal Reserve Board*, la banque centrale américaine

³ James Politi, *Federal Reserve chair warns further economic stimulus may be needed*, Financial Times, 13 mai 2020 <https://www.ft.com/content/db607dfd-1243-41f9-85c3-68f3266c521c>

Ainsi, la dérégulation financière internationale qui débute en 1958 avec la convertibilité des devises internationales, l'apparition des eurodollars au sein de la City de Londres et le développement des centres financiers offshores dans les années 1960-1970 provoquera en deux décennies l'effondrement du système monétaire international de Bretton Woods, contraindra les Etats à mener des politiques monétaires et budgétaires qui suivent les anticipations des marchés financiers internationaux, affaiblira la base fiscale des transferts publics de l'Etat en réduisant les capacités des gouvernements à taxer le capital devenu beaucoup plus mobile avec l'effondrement du système de Bretton Woods et la globalisation des chaînes de valeurs (qui permet notamment la généralisation des stratégies de *transfer pricing*⁴). Or cette transformation financière qui est aussi à l'origine de crises financières répétées depuis les années 1980, notamment celles de 2008 et celle qui frappe actuellement l'économie mondiale, est passée largement inaperçue auprès des commentateurs et du débat politique de l'époque. De même, le choc pétrolier de 1973 donna lieu à toute une série d'analyses mettant en avant le « *commodity power* » des pays sous-développés, ce qui s'avéra une cruelle illusion pour les dirigeants de ces pays. D'autres analystes exagèrent l'emprise économique et géopolitique des monarchies pétrolières du Golfe sur les pays développés. Le vrai basculement géoéconomique qui remet en question l'hégémonie des puissances occidentales se produisait avec l'industrialisation de l'Asie depuis les années 1950. Ce phénomène de long terme ne sera perçu qu'avec deux décennies de retard, avec le Japon à partir du milieu des années 1970, les tigres asiatiques dans les années 1990 et ensuite la Chine à partir des années 2000.

Une autre confusion dont on peut déjà voir les effets dévastateurs est celle qui voit en la pandémie la principale cause primaire de la crise économique mondiale actuelle. Si l'on adopte ce point de vue, une meilleure gestion sanitaire de la part des autorités chinoises, des instances internationales et des gouvernements aurait pu éviter cette récession majeure. Cette vision réductrice fait fi des nombreuses analyses qui ont mis en évidence la fragilité du système financier international depuis 2008 et qui prévoyaient, avant même les premiers cas du COVID-19 en Chine, l'éclatement d'une bulle financière majeure, comparable, voire plus grave que celle de 2008. Cette confusion n'est guère différente du choc pétrolier de 1973 qui fut attribuée au cartel de l'OPEP alors la rentabilité des investissements chutait depuis 1968 aux Etats-Unis et 1970 en Europe, témoignant d'un problème structurel plus profond.

Rejeter la crise actuelle sur un facteur exogène comme la pandémie du COVID-19 est commode car cela permet d'éluder les graves problèmes liés à la financiarisation de l'économie, qui touche même les groupes industriels et non la seule finance, et à la dérégulation opaque des flux financiers depuis des décennies. Les dirigeants politiques et les grandes firmes responsables de cette situation financière globale très instable depuis des décennies préfèrent attribuer à la pandémie, à sa gestion par les autorités chinoises ou par l'OMS, les maux qui frappent l'économie mondiale en 2020. Les gouvernants politiques le font pour masquer leur incurie ou leur docilité face aux dirigeants économiques, leurs esquives face aux contradictions

⁴ Le *transfer pricing* ou système de prix de transfert permet à une firme d'éluder l'impôt. La firme décide de gonfler ou de réduire le niveau de profit dans ses différentes filiales à travers le monde en jouant au sein du commerce intra-firme sur les prix des composantes ou les droits d'utilisation de brevets et de marques entre filiales.

économiques croissantes qui ont engendré la crise de 2008 et qui n'ont toujours pas été fondamentalement résolues. Les grandes firmes préfèrent aussi rejeter la faute sur un facteur exogène pour échapper à des politiques de régulation et pour obtenir le maximum d'aides financières des Etats sous le prétexte de surmonter la crise, deux choses qui seraient plus difficile à justifier si leur responsabilité dans la crise actuelle était mise en lumière.

La confusion sur l'origine de cette crise peut s'avérer dangereuse pour la stabilité mondiale. Premièrement, si les leçons économiques de cette crise ne seront pas comprises, une prochaine se préparera inéluctablement. Deuxièmement, la recherche de boucs émissaires aura des effets politiques et géopolitiques qui pourraient développer leur propre dynamique, échappant au contrôle des dirigeants politiques qui l'auront initiée. Ainsi, les attaques répétées de l'administration Trump contre l'OMS et contre le gouvernement chinois qu'il accuse d'avoir caché des informations cruciales sur l'origine de l'épidémie, voire d'être à l'origine de l'épidémie suite à des expérimentations bactériologiques militaires alimentent les sentiments xénophobes et antichinois qui prévalent déjà au sein d'une partie de la population américaine nationaliste⁵. Cela apporte de l'eau au moulin des forces politiques en faveur du rejet des institutions multilatérales, du protectionnisme économique et d'un politique de *containment* géopolitique contre la Chine. En parallèle, des théories complotistes circulent au sein des milieux nationalistes chinois qui attribuent la genèse de la pandémie à une mission militaire américaine en Chine⁶. Le fait que la communauté scientifique internationale considère que le virus ne semble pas être d'origine artificielle et que plusieurs officiers du Pentagone avouaient ne pas avoir d'éléments pour étayer ces thèses complotistes n'empêche pas les courants nationalistes et xénophobes à la recherche de boucs émissaires extérieurs d'influencer une partie de la population.

Il est probable que le « *China bashing* » du Président Trump et de son secrétaire d'Etat Mike Pompeo à des visées cyniquement électorales⁷, voire qu'il fasse partie de la panoplie d'outils dans la négociation d'un accord commercial bilatéral avec la Chine où cette dernière annoncerait des importations de produits américaine, accord évidemment souhaité avant les élections présidentielles de novembre pour renforcer les chances de réélections de Trump , d'où la montée en puissance de l'administration américaine pour pousser la Chine à négocier rapidement. Mais au-delà de ces tactiques cyniques, un sondage du mois d'avril indique que 77% des américains sondés (et 90% des sondés se déclarant en faveur du parti républicain) considèrent le gouvernement chinois est responsable de la propagation de l'épidémie (Washington Post 2020)⁸. Dans ce contexte, la centaine de milliers de morts qu'est en train de

⁵ Demetri Sevastopulo & Katrina Manson, *Trump says he is confident Covid-19 came from Wuhan lab*, Financial Times, 1 May 2020 <https://www.ft.com/content/84935e17-b50e-4a66-9c37-e2799365b783> consulté le 17 mai 2020

⁶ Simon Kuper, *The Covid conspiracies: a virus that can only spread* <https://www.ft.com/content/5709c85a-7df9-11ea-82f6-150830b3b99a> consulté le 12 mai 2020

⁷ Le contexte électoral est bien présent dans le China bashing comme en témoigne la déclaration de Trump à l'encontre de son rival du parti Démocrate : "*Biden stands up for China while China cripples America*".

⁸ Marc Thissen, *What the blame-Trump crowd gets wrong about blaming China*, Washington Post 21 avril 2020, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/04/21/china-cant-be-scapegoated-if-its-actually-guilty/> consulté le 7 mai 2020

provoquer cette épidémie aux Etats-Unis risque d'alimenter durablement un courant antichinois dans la population qui limitera la marge de manœuvre des futures administrations américaines dans leurs relations diplomatiques, économiques et militaires avec la Chine. Nombreux analystes considèrent que le phénomène réciproque ne manquera pas non plus de se produire en Chine, renforçant le climat d'une nouvelle guerre froide entre la première puissance mondiale et celle qui pourrait affaiblir sa position hégémonique, climat qui s'est fortement détérioré qui se renforce depuis la crise de 2008.

2. Le Covid 19 : une explosion dans le dépôt de carburant construit par l'instabilité financière globale.

La chasse aux boucs émissaires de la pandémie fait oublier les innombrables commentaires sur la bulle financière qui continuait de se développer en 2019. Janice Yellen, l'ancienne présidente de la *Fed*, déclarait en octobre 2018, dix ans après la crise financière qu'elle craignait les nouveaux risques systémiques engendrés par des prêts risqués et que les leçons de 2008 avaient été oubliées⁹. Quant à son prédécesseur Ben Bernanke, il annonçait que l'économie américaine se trouverait dans un '*Wile E. Coyote*' Moment »¹⁰ en 2020¹¹ (Bloomberg 2018).

Malgré l'impopularité de la finance et de velléités politiques en faveur d'un « nouveau Bretton Woods », la crise financière de 2008 n'a pas donné lieu à une remise en question fondamentale du fonctionnement de la finance internationale. Certaines réformes ont été réalisées pour renforcer les fonds propres des banques, avec plus de succès aux Etats-Unis qu'en Europe ou pour mettre au point des réserves pour faire face à une nouvelle crise systémique comme le système de bail-in au sein de la zone euro¹². Ces réformes n'ont toutefois pas remis en question les mécanismes responsables de la bulle des années 2000, dont notamment le *shadow banking*. A travers le monde, le secteur financier a été très actif dans les diverses commissions en charge des nouvelles régulations et de nombreux phénomènes de revolving doors au plus haut niveau¹³. David Stockman qui fit partie de l'administration Reagan explique dans son ouvrage « The Great Deformation » comment le bail-out et les *revolving-doors* et le lobbying des financiers

⁹ "I am worried about the systemic risks associated with these loans (...). There are a lot of weaknesses in the system, and instead of looking to remedy those weaknesses I feel things have turned in a very deregulatory direction (...) You are supposed to realize from the crisis, it is not just a question of what banks do that imperils themselves, it is what they do that can create risks to the entire financial system. That lesson to me seems to have been lost", Sam Fleming, Janet Yellen sounds alarm over plunging loan standards, Financial Times, 25 Octobre 2018, <https://www.ft.com/content/04352e76-d792-11e8-a854-33d6f82e62f8>

¹⁰ Référence au dessin animé où le coyote se retrouve régulièrement à courir dans le vide avant de s'écraser au sol

¹¹ Craig Torres, *Bernanke Says U.S. Economy Faces a 'Wile E. Coyote' Moment in 2020*, New-York, Bloomberg, 7 juin 2018, Bloomberg <https://www.bloomberg.com/news/articles/2018-06-07/bernanke-says-u-s-economy-faces-wile-e-coyote-moment-in-2020>

¹² Alex Brummer, *Bad Banks*, London, Random House Business Books, 2015

¹³ On pense notamment aux cas des secrétaires du trésor américain Rubin et Paulson, du président de la BCE Draghi, de Larosière responsable du rapport sur la régulation financière à la Commission Barroso ou du président de la Commission Barroso.

auprès du congrès et des administrations ont empêché un réel assainissement du secteur financier (Stockman, 2013).

L'économiste Richard Koo, un des rares à avoir anticipé la crise de 2008, l'a caractérisée de « crise de bilan » (*Balance sheet crisis*) (Koo 2007). Un grand nombre d'entreprises très endettées, notamment financière, principalement à des fins spéculatives, découvrent des actifs toxiques dans leurs bilan suite à l'effondrement de la bulle immobilière et doivent d'abord se désendetter (*deleveraging*). Dans ce contexte, les banques renoncent à prêter et les entreprises renoncent à investir malgré des taux d'intérêts très bas, voire des taux directeurs nuls ou négatifs des banques centrales. Elles tentent essentiellement de redresser leur bilan en profitant des liquidités fournies par les banques centrales et les « bad banks » qui reprennent une partie de leurs actifs dévalués ou toxique. Pour stabiliser la situation et éviter l'effondrement de l'offre de monnaie de 1929 dont on connaît les effets catastrophiques, les banques centrales ont inondé les marchés de liquidités depuis 2009 mais cela a généré de nouvelles bulles financières et une hausse du niveau d'endettement de l'économie mondiale (Artus 2016).

La crise des années de 1929 a mené à la guerre, générant un plus grand contrôle de l'Etat sur l'économie, notamment sur les mouvements internationaux de capitaux et sur la finance, et à de nouveaux mécanismes de redistribution fiscales qui ont considérablement renforcé la faible sécurité sociale et la demande des ménages dans l'après-guerre (Helleiner 1995). La situation politique caractérisée par un mouvement ouvrier très organisé et la crainte des dirigeants politiques et économique d'une révolution communiste inspirée par la révolution russe de 1917 renforça les forces politiques réformistes en faveur d'un capitalisme plus régulé et plus redistributif, ce que certains dénommèrent le compromis fordiste. La crise de 2008 se fit dans un contexte différent et les politiques monétaires et de soutien au secteur financier permirent de différer les impacts les plus dévastateurs que l'on a pu observer dans la crise des années 1930¹⁴. Mais aucun gouvernement ne s'attaqua aux causes structurelles de cette crise au cours des années 2010 aux Etats-Unis comme au sein de l'Union Européenne.

De nombreux économistes comme ont mis en avant les contradictions de l'économie mondiale capitaliste depuis un demi-siècle¹⁵. Les transformations technologiques des processus de production (robotisation, informatisation, internationalisation des processus de production), la transformation du marché du travail avec une plus grande flexibilité et précarisation des contrats de travail (recours généralisé à l'intérim, aux contrats partiels et de court terme), le recul du militantisme politique et syndical du monde ouvrier et l'effondrement de l'URSS sont les principaux facteurs qui ont changé les rapports de forces entre les entreprises et les salariés moyennement ou peu qualifiés¹⁶. Cette situation a fait éclater le compromis fordiste et entraîné

¹⁴ Raghuram Rajan, *Crise : au-delà des marchés financiers*, Paris, Editions Le Pommier 2013

¹⁵ Michel Aglietta & Laurent Berrebi, *Désordres dans le capitalisme mondial*, Paris, Odile Jacob, 2007, François Chesnais, *La Finance Mondialisée*, Paris, La découverte, 2000, Joyce Kolko, *Restructuring the World Economy*, New-York, Pantheon Books 1988, Patrick Artus & Marie-Paule Virard, *Le Capitalisme est en train de s'auto-détruire*, Paris, La découverte, 2005, Henri Houben, *Le monde malade de la finance*, Bruxelles, Gresea, 2016

¹⁶ Cf. Jean-Christophe Defraigne, *La reconfiguration industrielle globale et la crise mondiale*, Outre-Terre N°46, Paris, Esprit du temps, 2016

un décrochage entre les salaires et la productivité, générant de fortes inégalités et un problème structurel de demande des ménages dont les revenus stagnaient ou chutaient. Le système dépassa cette contradiction de manière temporaire en augmentant les capacités d'endettement des ménages. La libéralisation financière affaiblit également structurellement la capacité des Etats à taxer les revenus du capital ce qui réduisit ses capacités de redistribution vers les ménages, notamment en matière d'allocation de chômage, de pensions et de subventions des soins de santé et d'éducation (Rajan 2010, Baker 2008). Combinée à la hausse d'un chômage de longue durée et au ralentissement de la croissance, cette situation entraîna une augmentation de la dette publique dans de nombreux Etats à partir des années 1970.

Parallèlement, la croissance plus lente et la plus faible profitabilité des investissements dans l'économie réelle à partir des années 1970 génèrent un afflux de capitaux dans la sphère financière dérégulée. Cette dernière se développa massivement avec l'endettement des Etats et des ménages ainsi qu'avec l'accumulation de capital au sein des plus hauts revenus qui généra de nouvelles activités de placements spéculatifs, notamment avec les fonds de pension et les fonds d'investissement. Plusieurs analystes comme Strange, Kolko, Aglietta, Chesnais, Rajan, Duménil et Lévy ou Artus ont expliqué ces mécanismes du passage vers un capitalisme patrimonial où la logique financière domine sur la logique industrielle, engendrant une plus grande volatilité des marchés financiers et une croissance tirée par l'endettement croissant des acteurs de l'économie, y compris des entreprises et de la finance elle-même qui accroissent leur capacité d'emprunt dite de levier (*leverage*) pour spéculer davantage¹⁷.

Cette économie de l'endettement tirée par la finance s'effondre en 2000 avec l'éclatement de la bulle internet (*dot.com bubble*) mais la croissance est relancée par des taux d'intérêt très bas et de nombreuses mesures faites pour favoriser les acquisitions de biens immobiliers (dont l'assouplissement des conditions de prêts qui permettent la forte croissance des notoires prêts *subprimes*)¹⁸. La Fed sous la direction d'Alan Greenspan admet implicitement qu'elle apportera à chaque crise toutes les liquidités nécessaires pour sauver le système financier¹⁹. Les spéculateurs La bulle immobilière et financière reporte ainsi la crise de quelques années jusqu'à l'effondrement du marché immobilier américain en 2006. La crise est apparente une fois que l'impact de l'éclatement de la bulle immobilière immobilier s'est transmise aux produits structurés titrisés (*Collateralized Debt Obligation* ou CDO) et autres dérivés, principalement les *Credit Default Swaps* (CDS)²⁰. Comme en 2000, mais avec une intensité beaucoup plus forte vu l'importance que la bulle financière avait prise en 2001 et 2007, les banques centrales et les gouvernements soutinrent le secteur financier et les autres firmes pour éviter un autre 1929. Les *bail-out* financiers et autres sauvetages d'entreprises en difficultés et les injections massives de

¹⁷ Cf. Michel Aglietta & Laurent Berrebi, *Désordres dans le capitalisme mondial*, Paris, Odile Jacob, 2007, Raghuram Rajan, *Crise : au-delà des marchés financiers*, Paris, Editions Le Pommier 2013, François Chesnais, *La Finance Mondialisée*, Paris, La découverte, 2000, Joyce Kolko, *Restructuring the World Economy*, New-York, Pantheon Books 1988, Patrick Artus & Marie-Paule Virard, *Le Capitalisme est en train de s'auto-détruire*, Paris, La découverte, 2005, Susan Strange, *Casino capitalism*, Manchester University Press, 1986. Duménil & Lévy 2011, *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2011

¹⁸ Henri Houben, *Le monde malade de la finance*, Bruxelles, Gresea, 2016

¹⁹ C'est le fameux "*Greenspan put*"

²⁰ Nesvetailova, Anastasia, *Shadow Banking: Scope, Origins and Theories*, London, Routledge 2018

liquidité par les différents Etats ne s'attaquèrent pas aux causes structurelles des contradictions systémiques et les régulations furent essentiellement cosmétiques²¹.

Les nouvelles injections de liquidités après 2008 eurent les effets d'une nouvelle dose de drogue à des entreprises qui en sont dépendantes depuis deux décennies. Elles ne peuvent s'empêcher de se lancer à nouveau dans des opérations de prêts et de spéculations risquées. Les économistes les plus conscients tirèrent la sonnette d'alarme mais aucun réel correctif n'eut lieu. Les cours boursiers sont repartis à la hausse en 2009 jusqu'à l'effondrement en mars 2020 alors qu'aucun fondamental de l'économie ne justifiait une anticipation de hausse de profit dans une économie mondiale caractérisée par une faible croissance et de fortes surcapacités de production. Même les firmes non financières se lancèrent à corps perdus dans le rachat de leurs propres actions, opération caractéristique de ce capitalisme patrimonial, plus que dans les nouveaux investissements, y compris pour des firmes géantes intensive en capital et en technologie comme Apple, HP, Pfizer, Boeing ou IBM²². Les analystes percevaient bien le décrochage entre les valeurs des actifs financiers et les fondamentaux de l'économie réelle engendré par les fortes liquidités très volatiles. Entre 2009 et 2019, les relances budgétaires de plusieurs Etats ont continué de creuser la dette publique notamment aux Etats et en Chine dans des proportions jugés inquiétantes et insoutenables à moyen terme. Des économistes renommés annonçaient même l'éclatement de la bulle et une forte récession pour 2020 alors que l'épidémie n'avait pas encore débuté en Chine.

Table 1. Indices boursiers Dow Jones et du Stoxx Europe 600 entre 2008 et 2020

Dow Jones

(Source : Trading economics 2020: <https://tradingeconomics.com/united-states/stock-market>)



²¹ Cf. David Stockman, *The Great Deformation*, New-York, Public Affairs, 2013

²² Cf. Anton Brender & Florence Pisani, *L'économie Américaine*, Paris, La Découverte, 2018

Stoxx Europe 600

(Source Stoxx 2020 <https://www.stoxx.com/index-details?symbol=SXXP>)



Pendant une décennie, de nombreuses voix s'élevèrent pour proposer des réformes structurelles afin de sortir de la crise autrement que par le *fix* de l'injection de liquidités. Certains mirent en avant une nouvelle régulation monétaire et financière internationale, un deuxième Bretton Woods qui impliquerait un plus grand contrôle des mouvements de capitaux, des centres financiers off-shore et des pratiques de *transfer-pricing* des multinationales. D'autres mirent en avant un *green deal* de fort investissements publics en faveur d'une croissance plus soutenable sur le plan environnemental pour palier à la faiblesse des investissements privés²³. Certains, y compris au sein de certains milieux financiers et patronaux, discutèrent de la nécessité d'un meilleur partage de valeur ajoutée entre salariés et actionnaires²⁴. Mais force est de constater que ces voix prêchaient dans le désert. Les grandes multinationales ne corrigèrent pas de manière significative leurs comportements au-delà des traditionnels exercices de communication et de marketing creux mettant en avant la responsabilité sociétale des entreprises (« *corporate social responsibility* ») et l'« éthique des affaires » autorégulatrice et les gouvernements ont laissé faire, consciemment ou non.

C'est dans ce contexte que la pandémie du COVID-19 a engendré immédiatement une crise financière avant même que l'impact de l'économie réelle ne se fasse sentir. L'annonce du ralentissement de l'économie chinoise suite aux mesures strictes de confinement et les possibilités que d'autres économies développées adoptent elles aussi de telles mesures suffirent à signaler aux marchés financiers que l'heure de la grande correction qui ferait éclater la bulle était arrivée. La chute des valeurs boursières débuta en février 2020. Elle fut un peu plus faible qu'en 2008 avec une perte de 30% des valeurs boursières au niveau global en deux semaines mais révéla à nouveau la fragilité financière des entreprises et le problème d'endettement de l'économie globale.

²³ Cf. Jeremy Rifkin, *The Green New Deal*, New-York, St Martin Press, 2019. Cf Michel Aglietta & Thomas Brand, *Un New Deal pour l'Europe*, Paris, Odile Jacob, 2013

²⁴ Cf. Patrick Artus, *Et si les salariés se révoltaient?*, Paris, Fayard, 2018

3. L'impact économique du coronavirus en 2020

Il est évidemment encore trop tôt pour avoir une idée de l'impact total du COVID-19 sur l'ensemble de l'économie mondiale. Le choc d'une pandémie et des mesures de confinement est à lui seul suffisant pour engendrer une baisse importante de la production mais la combinaison de la crise financière, de la mauvaise situation des finances publiques de nombreux Etats qui ne se sont pas remis des effets de la crise de 2008 et des effets perturbateurs de la pandémie sur l'économie réelle engendrera très probablement une récession sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale. Dans les pays de l'OCDE, les prévisions de certains analystes envisagent une chute du PIB de plus de 15 %²⁵ (Wolf). Le 6 mai 2020, le commissaire européen Gentiloni a admis officiellement une contraction de plus de 7% pour l'UE en 2020²⁶. Le taux de chômage aux Etats-Unis atteindrait 14.7% en mai 2020, un niveau inégalé depuis la dépression des années 1930. Cela s'explique notamment par la multiplication d'emplois précaires depuis trente ans, ces emplois ayant été très facilement supprimés par les entreprises. Une partie de la chute provient d'une consommation différée qui pourrait relancer la demande lorsque la situation sera normalisée ou lorsque la production et la distribution sera mieux adaptée aux nécessités des mesures confinement qui pourraient se poursuivre ou reprendre au cours des prochains mois. La durée de ces mesures de confinement et la capacité des firmes et des Etats à s'y adapter ces adaptations déterminera la gravité de cette crise.

La crise devrait être plus dévastatrice qu'en 2008 pour plusieurs raisons. Comme le souligne Martin Wolf, il s'agit d'une crise plus globale qu'en 2008. En 2009, suite à un plan de relance très ambitieux de 500 milliards de dollars de la part du gouvernement chinois, la croissance de la Chine dépassait les 9% en 2009 et les 10% en 2010. Cela soutint la demande mondiale de matières premières et indirectement les économies des pays moins développés exportateurs de ces produits. En 2020, en plus des très fortes récessions dans la plupart des économies de l'OCDE, en moyenne de plus de 6%, la plupart des analystes prévoient une croissance chinoise de 1.2% pour 2020, un chiffre jamais vu depuis quatre décennies²⁷. Aucune demande d'une économie émergente majeure ne pourra compenser l'effondrement de la demande des pays de l'OCDE ce qui explique que la chute des prix des produits énergétiques et des minerais est d'ores et déjà la plus forte depuis celle des années 1980 et encore plus forte que cette dernière en ce qui concerne le pétrole²⁸.

En plus des effets de la crise financière, un réel problème de liquidité se pose suite à l'arrêt de certaines activités, aussi bien pour des personnes en chômage technique que pour des entreprises qui se trouvent dans l'incapacité de rembourser leurs créanciers. Les Etats des économies les plus développées peuvent s'engager à avancer ces liquidités et à geler certaines échéances commerciales et bancaires, sous réserve que la période de confinement ne se prolonge pas trop car les déficits publics se creusent à une vitesse sans précédent depuis 1945,

²⁵ Martin Wolf, "Coronavirus: the Global economic impact" Financial Times, <https://www.ft.com/video/fbaa133-c94d-4e35-844b-bfde5f6a0635>, consulté le 15 mai 2020

²⁶ Paolo Gentiloni, *Check against delivery*, 2020 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/speech_20_822, consulté le 14 mai 2020

²⁷ IMF <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>, consulté le 5 mai 2020

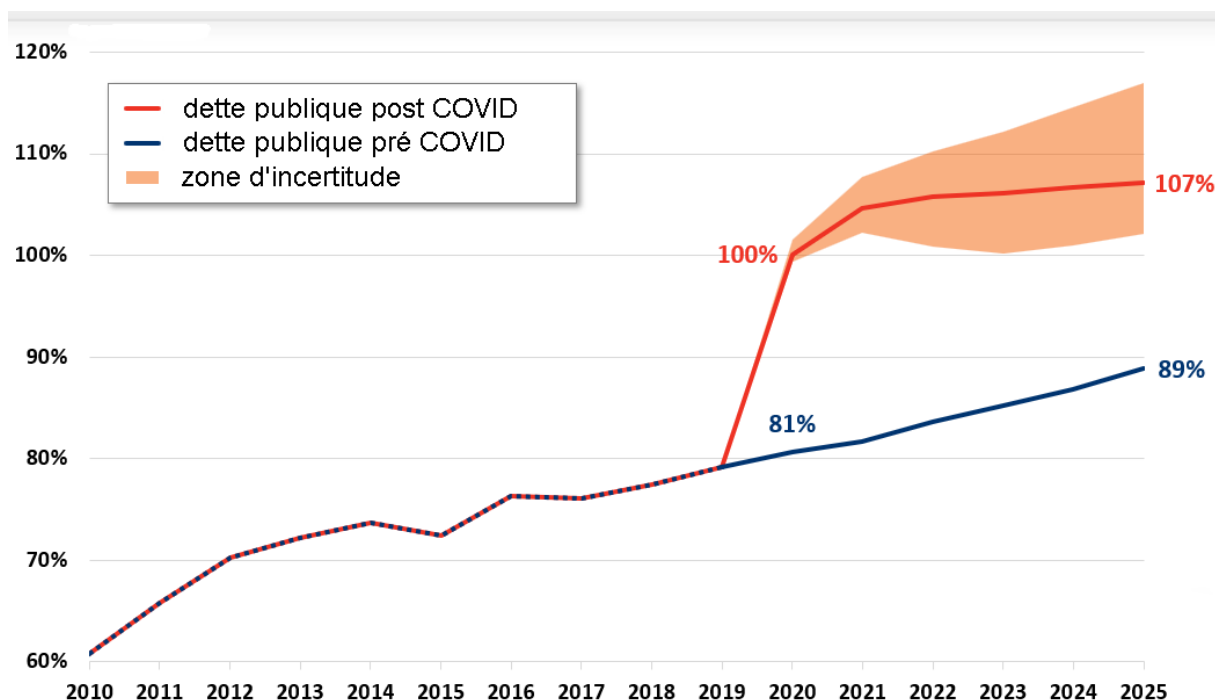
²⁸ World Bank open data, 2020, <https://data.worldbank.org/> consulté le 15 mai 2020

probablement encore plus rapidement qu'au cours des années 2008-2009. En plus d'avancer des liquidités et d'exonérer les firmes et les particuliers de certaines obligations fiscales ou de les reporter, les Etats doivent également soutenir un secteur financier fragilisé par la chute boursière et par la multiplication des créances douteuses engendrées par les effets de la pandémie dans l'économie réelle. Il faut évidemment ajouter la hausse rapide des dépenses publiques en matière de santé et d'aide sociale alors que les recettes fiscales s'effondrent.

Les projections sur le creusement des déficits publics au sein de l'OCDE sont très inquiétantes. En moyenne, les dettes publiques des Etats avaient déjà connu un accroissement au cours des années 1970-1980, un autre consécutif à la crise de 2008 (bien que certains Etats comme l'Allemagne avaient réussi à revenir à un niveau d'endettement inférieur à 2008). L'explosion des déficits publics peut générer des déséquilibres macroéconomiques majeures. Les Etats ont bénéficié de taux d'intérêt réel très bas, voir nul ou négatifs, pour se refinancer. Ceux dont la dette publique était déjà très lourde comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal dans une moindre mesure la France et La Belgique risquent d'arriver à des niveaux d'endettement qui inquiéteront les marchés obligataires et relèveront les taux auxquels ses Etats peuvent se refinancer ce qui pourrait engendrer une réaction en chaîne comme celle que les pays du sud de la zone euro ont connu lors de la crise de la zone euro au début des années 2010. Les effets dits « boule de neige » de l'endettement publics pourraient entraîner des cas de cessation de paiement et de restructuration de la dette de certains pays trop endettés. Les importants détenteurs de ces obligations d'Etat, notamment les banques nationales de certains très endettés telles que l'Italie, verront leur bilan se détériorer, dans certains cas limitant leur capacité de financements auprès du reste du système financier ce qui pourrait entraîner dans certains pays de très graves crises du secteur bancaire.

Table 2. Augmentation de la dette publique des Etats-Unis en % du PIB

(Source : Committee for a Responsible Federal Budget <http://www.crfb.org/blogs/budget-projections-debt-will-exceed-size-economy-year>)



Dans les pays émergents et sous-développés, les Etats ne disposent pas d'une assiette fiscale suffisante pour financer l'avance des liquidités pour contrer les effets du confinement. A la différence de certains pays avancés comme le Japon ou certains pays du nord de l'Europe, ces Etats d'économies sous-développées sont également souvent plus dépendants des marchés internationaux pour leur refinancement, ce qui rend leur situation très précaire si plusieurs Etats se trouvent en cessation de paiement et si se produit une hausse des taux internationaux. Leurs finances publiques pourraient donc être soumises à des pressions extrêmes. Sans soutien extérieur, cela pourrait donner lieu à un abandon des subventions qu'octroie l'Etat à ses citoyens et aux entreprises touchés par le confinement ou provoquer un recours massif à la planche à billet, générant des hyperinflation aux effets sociaux catastrophiques.

Si cette crise globale n'épargnera aucune région du monde, l'impact économique pourrait être très variable selon les différentes économies, en fonction de trois types de facteurs.

Premièrement, cela dépendra du rôle de cette économie nationale dans la division internationale du travail. Certaines économies comme l'Espagne, la Croatie, Dubaï ou le Maroc sont très dépendantes, à hauteur de plus de 10% de leur PIB, de secteurs fort touchés comme le tourisme et les transports²⁹. D'autres sont très fortement dépendantes de leurs exportations de produits énergétiques et de minerais, notamment pour l'équilibre de leurs finances publiques.

Deuxièmement, l'état de leur finances publiques et de leur dette extérieure au moment de l'éruption de la pandémie sera déterminant. Leur situation budgétaire préalable déterminera la marge de manœuvre de leurs gouvernements à soutenir financièrement les principales victimes du confinement. Des états comme le Venezuela, l'Argentine, la République Démocratique du Congo, le Congo et le Liban ont déjà des notations catastrophiques auprès des *Big Three* des agences de notation³⁰ ne disposent de presque aucune capacité de crédit extérieur. D'autres disposent d'une meilleure base fiscale mais n'ont pas une marge s'ils veulent éviter les effets boules de neige telles la Grèce, le Portugal et l'Italie.

Troisièmement, un facteur de déstabilisation sera le degré de dépendance vis-à-vis des importations de produits alimentaires. Comme en 2008, la crise pourrait affecter les prix des denrées alimentaires. Bien que les stocks de nourritures en 2020 sont jugés élevés par la Banque Mondiale³¹, certaines interventions d'Etat visant à limiter leurs exportations de produits alimentaires pour des raisons sociales ou stratégiques nationales ou des mouvements de spéculations pourraient engendrer des pics de prix qui engendreraient des situations de sous-alimentations et des possibles émeutes de la faim comme en 2008 dans des dizaines de pays, notamment Egypte, au Bangladesh ou encore au Cameroun.

²⁹ World Bank Open Data 2020, <https://data.worldbank.org/> consulté le 15 mai 2020

³⁰ Standard & Poor's, Fitch et Moody's

³¹ World Bank, Commodity Markets outlook April 2020, <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2020/04/23/coronavirus-shakes-commodity-markets>, consulté le 5 mai 2020

4. Face à cette situation dramatique exceptionnelle, quelles réactions des gouvernements peut-on anticiper ?

Un choc économique de cette ampleur aura des effets sociaux et politiques majeurs, probablement sans précédent depuis plusieurs décennies au niveau de la planète.

Dans les pays sous-développés où la situation était déjà difficile depuis la chute du prix des matières premières du milieu des années 2010, sans aide extérieure, les effets économiques de la pandémie seront encore plus dévastateurs³². La crise débouchera très probablement sur des émeutes, voire des révoltes dans plusieurs pays sous-développés. Il n'est pas possible à ce stade d'évaluer la résilience de ces régimes dont certains deviendront plus répressifs et d'autres pourraient être renversés par des mouvements populaires, ni d'anticiper si de tels bouleversements déboucheront sur de réelles transformations sociales et politiques dans ces pays qui changeront les rapports de forces internationaux entre les Etats et entre les classes sociales. Il est fort probable que l'utilisation par certains dirigeants politiques de rhétoriques ethnocistes xénophobes attisent des tensions régionales qui pourraient déboucher sur des pogromes, des guerres interethniques au sein d'un pays ou entre pays et dont les effets sont imprévisibles mais sûrement catastrophiques.

Mais ces phénomènes se développeront aussi, dans une moindre mesure vu la situation économique relativement moins catastrophique, au sein des économies les plus développées. Au sein de l'Europe, les forces politiques nationalistes centristes ou d'extrême-droite ne semble pas profiter de manière significative de l'épidémie à ce stade³³ mais cette donne pourrait évidemment changer si la situation économique empire. Là aussi, des mobilisations populaires contre l'austérité et les accroissements d'impôts, comme celles qu'on a observé en Grèce, en Espagne ou en France ces dernières années, devraient se produire, peut être avec plus d'ampleur du fait de la plus forte dégradation sociale. A ce stade, il n'existe pas assez d'observations rigoureuses en cette période de confinement que pour analyser le ressenti social des populations dans les économies développées.

Il existe donc trop d'inconnues pour pouvoir mesurer les réactions sociales et politiques des populations et le degré de stabilité des gouvernements en place actuellement. Ce qu'il est néanmoins possible de faire à ce stade, c'est d'envisager quelles sont les grandes issues économiques possibles de la crise selon les politiques macroéconomiques, les politiques industrielles et les politiques commerciales adoptées par les gouvernements des grandes économies mondiales.

³² Brookings Institution, *How will covid-19 impact the world's poorest people*, Washington 2020, <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2020/05/06/turning-back-the-poverty-clock-how-will-covid-19-impact-the-worlds-poorest-people/>, consulté le 5 mai 2020

³³ Politico, Poll of Polls, 2020 <https://www.politico.eu/europe-poll-of-polls/>, consulté le 18 mai 2020

5. Les types d'issues économiques possibles de la crise selon les politiques macroéconomiques, les politiques industrielles et les politiques commerciale

a) Les politiques macroéconomiques pour surmonter la crise

Sur le plan macroéconomique, de nombreux Etats verront une très forte dégradation de la situation de leurs finances publiques. Pour certains pays comme l'Italie ou les Etats-Unis, on arrivera à des situations jamais observées depuis la deuxième guerre mondiale. Selon les estimations de la Commission Européenne, les gouvernements de l'UE ont avancé jusqu'à 22% du PIB de liquidités et de garanties pour soutenir les entreprises et les individus touchés par la crise financière et le confinement (Gentiloni 2020), soit un montant qui atteint déjà le sauvetage de 2008-2009 après seulement quelques semaines de crise. Plusieurs Etats comme l'Italie et l'Espagne devraient voir leur déficit atteindre ou dépasser 10% du PIB, des chiffres similaires à ceux de la Grèce au début de la crise de la zone euro. Le gouvernement italien prévoyait ainsi que sa dette publique grimperait de 134.8 à 155.7% cette année³⁴, un niveau encore plus élevé que la dette publique grecque en 2010, au début de la crise catastrophique qu'a connu ce pays.

Face à cette dégradation des finances publiques, on peut s'attendre à plusieurs politiques en fonction du degré de gravité de la situation de chaque pays et probablement à un policy-mix reprenant différentes politiques dans des proportions différentes selon les Etats. Les pays qui verront une accélération de la hausse des coûts de leur refinancement du fait de la charge de risque accrue et de l'effet boule de neige des intérêts tenteront de dégager des surplus budgétaires pendant les années qui suivent. Cela implique des politiques d'austérité très dures, similaires à celles imposées après 2008 en Irlande, au Portugal, en Espagne, en Grèce, en Lettonie ou en Roumanie. Ces politiques d'austérité se feront à travers des réductions de dépenses publiques ou des accroissements de taxe sur la consommation (y compris l'eau et l'énergie), sur le foncier et les revenus des personnes physiques. Ces politiques d'austérité feront croître le niveau de pauvreté et affaibliront le fonctionnement de ces Etats et de leurs services publics et engendreront d'importantes instabilités sociales et politiques.

Ces politiques d'austérité devraient également affaiblir leur base scientifique de ces économies du fait des coupes budgétaires dans la recherche et des fuites des cerveaux des plus qualifiés, des phénomènes analogues à ce que de nombreux Etats membres méridionaux et orientaux de l'UE ont déjà subi au cours des années 2010. Ces effets devraient encore accroître les écarts technologiques entre les régions les plus avancées des pays développés et leurs semi-périphéries.

Certains pays pourraient même se trouver dans une situation similaire à la Grèce mais avec une dette beaucoup plus importante dans le cas de l'Italie ou l'Espagne. La dette italienne

³⁴ New Europe, *Italy unveils punishing public debt deficit forecasts*, <https://www.neweurope.eu/article/italy-unveils-punishing-public-debt-deficit-forecasts/> consulté le 9 mai 2020

approcherait les 3000 milliards d'euros en 2020, soit un niveau cinq fois plus élevé que la Grèce au pire moment de la crise de l'Euro. Si les marchés financiers s'emballaient rendant le refinancement de ces Etats insoutenables comme ce fut presque le cas en 2011 pour l'Italie, on ne peut écarter la possibilité d'une restructuration de leur dette ou d'un défaut avec de sérieuses répercussions pour les bilans des banques italiennes qui détenaient près de 700 milliards d'euros³⁵. Mais 750 milliards de la dette italienne seraient détenus par d'autres banques et fonds européens (ou des fonds italiens enregistrés pour des raisons fiscales au Luxembourg ou en Irlande), ce qui pourrait entraîner une onde de choc majeure au niveau européen et international, surtout si d'autres pays font défaut au même moment.

Une autre solution face à la dette croissante qui touchera les Etats, mais également de nombreuses entreprises et individus, est de laisser l'inflation alléger la dette. Mais dans un contexte de déflation probable et de faible demande, cela nécessiterait de faire marcher la planche à billets. Il faudrait un nouveau rapport de forces pour l'imposer aux créanciers nationaux, notamment au secteur financier et aux autres détenteurs d'obligations, ce qui signifierait un affaiblissement très significatif des capacités de lobbying de la finance et une alliance de puissantes forces sociales et économiques déterminer à l'attaquer. Cela nécessiterait aussi que la dette soit essentiellement libellée en monnaie nationale, ce qui n'est pas toujours le cas (certains pays qui ont dollarisé ou euroisé leur économie comme le Monténégro ou l'Equateur ; d'autres pays ont emprunté en devises étrangères). Finalement, cette solution de résorber la dette par l'inflation nécessite que le gouvernement exerce un contrôle de sa monnaie nationale, ce qui semble exclus au sein de la zone euro vu que certains Etats membres seront les créanciers d'autres Etats membres débiteurs. La solution de l'inflation engendrera des phénomènes de redistribution complexes mais provoquerait des conséquences dramatiques pour une partie de la population dépendant de revenu fixés nominalement comme les pensionnés et la fonction publique, ce qui ne manquerait pas de générer une plus grande instabilité politique.

La solution la plus rationnelle en matière de résorption de la dette et de stimulation de la croissance serait l'impôt exceptionnel sur le capital pour stimuler un plan de relance des dépenses publiques en faveur d'une transition technologique vers une croissance soutenable sur le plan environnemental et de renforcement des services publics de santé, d'éducation et de logements pour pailler à des carences qui sont à la base des inégalités et des endettements des ménages aux Etats-Unis et en Europe. Cela nécessiterait une rupture radicale avec les politiques fiscale suivies depuis un demi-siècle et une transformation politique majeure vu les liens de plus en plus étroits entre les milieux dirigeants politiques actuels et les grands détenteurs de capitaux. Ce scénario ne serait possible que dans le cas où d'importantes explosions sociales qui menaceraient l'existence même du système économique actuel dont on ne voit pas encore les prémisses.

³⁵ Daniel Gros, *Who Holds Italian Government Debt?*, Brussels, CEPS, <https://www.ceps.eu/ceps-publications/who-holds-italian-government-debt/> consulté le 18 mai 2020

b) Les politiques commerciale et industrielle pour surmonter la crise

Comme lors des crises précédentes, on peut s'attendre à un renforcement de mesures protectionnistes de la part de nombreuses économies en difficulté. Les institutions multilatérales ont été affaiblies par l'incapacité de produire un accord commercial substantiel dans le cadre de l'OMC ; par la présidence de Trump qui met en question la légitimité du multilatéralisme en général et en particulier l'OMC et l'organe de règlement des différends et par l'affrontement des diplomaties commerciales et politiques des deux grandes puissances mondiales, Etats-Unis et Chine.

Si l'état de leurs finances publiques et la taille de leur économie nationale le permettent, on peut s'attendre à ce que des gouvernements tentent de sauver leurs champions nationaux en difficulté afin d'éviter la disparition de secteurs industriels ou financiers stratégiques pour la souveraineté économique nationale. On peut donc s'attendre à un degré plus grand d'intervention de l'Etat en matière de politique commerciale et industrielle au sein des grandes économies du monde (Etats-Unis, Chine, Japon, Allemagne, Inde, Royaume-Uni, France) et même de certaines économies de moyenne taille (Italie, Corée du Sud, Russie, Turquie). Comme lors des crises précédentes on peut s'attendre à des nationalisations comme défense des champions nationaux en difficultés, à un renforcement de la discrimination en faveur des firmes nationales dans l'attribution de marchés publics, à l'émergence de nouvelles barrières techniques ou à des hausses de tarifs unilatérales. La différence est que les courants politiques en faveur du protectionnisme et du *reshoring*³⁶ n'ont jamais été aussi fortes depuis 1945 au sein des pays développés et depuis les années 1970 dans de nombreux grands pays émergents.

Il est encore trop tôt pour voir jusqu'à certains Etats soutiendront des politiques mercantilistes et souverainistes visant à favoriser le *reshoring*, le rapatriement de certaines chaînes pour réduire le degré d'interdépendance internationale. Certaines politiques semblent aller dans ce sens dans le secteur de la santé et le pharmaceutique suite à l'irruption du COVID-19 qui a engendré des ruptures de stocks de certains équipements médicaux ou composantes pharmaceutiques mais il est difficile de savoir jusqu'à quel point la sous-traitance dans ces domaines, aujourd'hui très localisée en Asie, sera affectée à long terme une fois la pandémie maîtrisée. Les gouvernements américains et japonais ont déjà proposé des subventions à des entreprises, tous secteurs d'activité confondus, qui désireraient relocaliser les unités production qu'elles possèdent en Chine. Cependant, les montants avancés restent modestes (une promesse non chiffrée de Kudlow, le directeur du National Economic Council américain et 2,2 milliards de dollar par le gouvernement japonais) et des sondages auprès des dirigeants d'entreprises américaines ont révélé que la plupart projetaient de poursuivre leurs activités existantes en Chine (Kynge 2020, Lim 2020)³⁷. On constate certes une baisse drastique des investissements directs étrangers (IDE) à travers le monde mais celle-ci n'est pas compensée par une hausse des investissements au niveau national, ces derniers étant également à la baisse. On ne peut à ce

³⁶ Rapatriement des activités de production délocalisées ou sous-traitées à l'étranger

³⁷ James Kynge , US-China economic decoupling accelerates in first quarter of 2020, Financial Times, 11 mai 2020 <https://www.ft.com/content/115fc14f-4a8a-45da-8688-c59605a5191a>, Benjamin Kang Lim, Looming exit of US, Japan manufacturers adds to Chinese woes, Singapore, Straits Times, 27 avril 2020, <https://www.straitstimes.com/asia/east-asia/looming-exit-of-us-japan-manufacturers-adds-to-chinese-woes>, consultés le 12 mai 2020

stade parler de phénomènes de substitution qui mettraient en évidence de l'existence d'une vague significative de *reshoring*. Il est impossible vu le faible nombre de données disponibles de voir si les politiques visant à favoriser le *reshoring* poursuivies officiellement par des gouvernements visent des logiques électorales conservatrices de court terme et relève d'une véritable stratégie mercantiliste souverainiste de long terme.

Il ne faut pas surestimer les effets de ce *reshoring* en termes de création d'emploi car de nombreuses activités sous-traitées en Asie sont déjà intensive en capital (pharmaceutique, électronique, machines-outils) et le passage continu vers une plus grande automatisation fait qu'un *reshoring* même important ne ramènera pas le pourcentage de main d'œuvre travaillant dans le secteur industriel que les économies développées ont connu avant la globalisation des processus de production entamée dans les années 1960-1970. De plus, malgré l'importance de certaines sous-traitances asiatiques et notamment chinoises, de nombreux processus de production sont plus régionalisés (au niveau de l'Union Européenne et de son voisinage ; au niveau de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale avec l'ALENA et CAFTA+D ; au niveau de l'Asie orientale avec l'ASEAN+3) que mondialisés. Il faudrait donc une forte impulsion politique de l'Etat pour fortement accélérer des phénomènes de *reshoring* qui créerait un découplage (une réduction de l'interdépendance économique) entre d'une part l'Asie orientale, où même seulement la Chine, et d'autre part les économies occidentales. Il faut cependant noter que les récentes initiatives et déclaration des autorités américaines, chinoises, japonaises, voire européennes sur ce sujet n'ont jamais été aussi importantes depuis des décennies et sont bien plus fortes qu'au moment de la crise de 2008.

Le courant libéral en faveur de la libéralisation multilatérale du commerce a été affaibli par la montée du protectionnisme et par l'adoption de politiques industrielles et mercantilistes depuis 2008, plus particulièrement depuis le gouvernement de Trump³⁸, et dans une moindre mesure de Xi Jinping (qui à la différence de son homologue, ne remet pas frontalement en question l'existence ou le financement de certaines institutions multilatérales). On a pu assister à des tentatives de certaines grandes économies, principalement l'Union Européenne et de Japon³⁹ de relancer le multilatéralisme. Cela s'explique par leur faiblesse géopolitique qui les empêchent de jouer ouvertement la carte de l'unilatéralisme et qui leur fait craindre un G2 Etats-Unis-Chine qui déciderait de l'avenir de l'économie mondiale sans les consulter. Malgré ces initiatives en faveur de la défense du multilatéralisme, on devrait continuer à assister à la poursuite de la diplomatie commerciale de ces deux dernières décennies où des grandes puissances économiques imposent des accords commerciaux bilatéraux auprès de leurs plus petits partenaires en jouant parfois de rapports de force, y compris sur le plan géopolitique. Les pays les moins développés seront particulièrement fragiles et donc se retrouveront dans une mauvaise position de négociation face aux grandes puissances économiques. Avec les effets économiques catastrophiques du COVID-19, cette situation de concurrence entre grandes

³⁸ Un sénateur républicain du Missouri, Josh Hawley a d'ailleurs suggéré d'abolir l'OMC dans une carte blanche publiée par le New-York Times le 5 mai 2020 <https://www.nytimes.com/2020/05/05/opinion/hawley-abolish-wto-china.html>, consulté le 15 mai 2020

³⁹ On peut se rappeler de la déclaration commune en juillet 2017 du premier ministre Abe et du Président du Conseil Européen Donald Tusk en faveur de la libéralisation commerciale multilatérale et opposée à l'unilatéralisme protectionniste de l'administration Trump

puissances, et principalement entre les Etats-Unis et la Chine devient plus en plus préoccupante, non seulement sur le plan commercial, mais aussi sur le plan géopolitique, comme en témoigne depuis plusieurs années la hausse des budgets militaires à travers le monde et notamment pour la Chine et ses voisins alliés des Etats-Unis comme la Japon ou l'Australie.

6. Où va l'Europe dans la pandémie ?

a) Une Europe à deux vitesses : centre et périphérie

Cette crise repose les problèmes de cohésion que l'Union Européenne a connu avec la crise de 2008. Les prédictions des économistes néoclassiques que les forces du marché à elles seules allaient entraîner une convergence économique entre Etats membres si l'on créait un marché unique ne se sont pas produites. Après plusieurs décennies, les Etats membres plus développés du nord-ouest de l'Union continuent de devancer ceux du sud et de l'est. Comme les analyses centres-périphéries braudéliennes et marxistes ou celle plus récente de Krugman, l'intégration économique n'entraîne pas nécessairement de rattrapage rapide des parties périphériques. Le fossé entre l'Italie du nord et du sud l'a bien montré et trois décennies de marché unique le confirme. Une des causes principales qui freinent ou empêchent la convergence est l'existence d'économies d'échelle externes qui génèrent des districts marshalliens, également appelés agglomérations industrielles. De ce fait, pour des raisons historiques et géographiques, des groupes d'entreprises d'un secteur spécifique se concentrent dans une zone géographique précise et cette agglomération accumule un savoir-faire commun qui leur permet de devenir plus compétitif au niveau international dans leur secteur d'activité spécifique comme Silicon Valley pour l'informatique, la City de Londres pour la finance, Bordeaux-Toulouse pour l'aérospatiale ou encore Stuttgart-Munich pour l'automobile et les machines-outils. Ces districts marshalliens attirent les capitaux et la main d'œuvre qualifiée sur le plan international, ce qui contre des forces économiques qui poussent vers la convergence économique. De plus, ces zones géographiques économiquement privilégiées développent des produits généralement plus intensifs en technologie et différenciés dans des secteurs oligopolistiques ou monopolistiques dont les prix seront plus stables alors que les pays périphériques produisent des biens plus simples, plus homogènes et soumis à une forte concurrence internationale. La crise de 2008 a montré que les prix des machines-outils allemandes étaient plus stables que l'huile d'olive méditerranéenne. Ces phénomènes expliquent en grande partie à la fois les manques chroniques de capitaux, les fuites de cerveaux et les déficits commerciaux dans les zones de la périphérie de l'Union européenne, notamment depuis la crise de 2008⁴⁰. Avant même l'irruption du covid-19, les écarts de niveau de vie et de niveau technologique continuaient de se creuser entre le nord-ouest de l'UE et les Etats membres méridionaux et ceux de l'Est.

Face à ce choc économique, on peut distinguer trois groupes d'Etats membre de l'UE qui se différencient par les impacts potentiels de la crise actuelle. Le premier groupe est constitué des Etats membres les plus avancés sur le plan technologique dont les grandes multinationales

⁴⁰ Jean-Christophe Defraigne & Patricia Nouveau, *Introduction à l'économie européenne*, Louvain-la-Neuve, DeBoek, 2017

contrôlent des chaînes de valeurs internationale et qui abritent les grands districts marshalliens créateurs de haute valeur ajoutée. Ces Etats membres disposeront d'une certaine marge de manœuvre sur le plan budgétaire pour permettre d'accroître leur dette publique pour atténuer les effets de la crise bien qu'ils subiront d'importants problèmes de chômage, de défaut de nombreuses entreprises et particuliers, ainsi qu'une montée de la pauvreté chez des chômeurs, des travailleurs précaires et de retraités.

Les Etats membres du deuxième groupe, ceux de l'Est de l'Europe, seront dans une situation plus difficile. Certes, leur réaction rapide de fermer les frontières et d'imposer des mesures de confinement strictes semble avoir eu des effets favorables en matière de lutte contre la propagation de l'épidémie si l'on observe en termes de surmortalité (donc indépendamment de la manière dont les Etats attribuent ou non un décès au COVID-19), en tout cas pour la Hongrie ou l'Estonie dont on dispose de statistiques internationales mais c'est probable aussi pour la république tchèque et d'autre pays baltes⁴¹. Leur plus faible exposition au trafic aérien international lié à leur position économique périphérique explique également qu'ils soient moins touchés que les grands centres cosmopolites de l'économie mondiale. Cependant, avec peu de transferts publics et de dépenses sociales, avec une faible base fiscale, avec de nombreux travailleurs migrants touchés par la crise et le chômage en Europe occidentale qui limitera les possibilités d'émigrer d'Est en Ouest, on devrait assister à une augmentation brutale de la pauvreté. Face à une situation sociale problématique, on peut s'attendre à voir un renforcement de mesures autoritaires par le pouvoir exécutif qui limitera les capacités de fonctionnement de la presse indépendante et des ONG, une tendance déjà observée depuis la crise de 2008. En l'absence de réaction de la population, ce qui est impossible à prévoir à ce stade, ce phénomène contribuera à renforcer davantage l'opacité des rapports entre les dirigeants politiques locaux et de quelques hommes d'affaires opérants dans des secteurs d'activité liés aux marchés publics (travaux publics) et aux licences d'exploitation accordées par l'Etat (médias, infrastructure, télécommunication). On devrait observer une augmentation de la corruption et un renforcement des organisations maffieuses et des dysfonctionnements de l'Etat qu'on observe dans la plupart des Etats membres de cette région. Compte tenu de leurs bas salaires et de leur faible protection sociale, l'Europe orientale pourrait bénéficier d'un hypothétique phénomène important de *reshoring* qui ramènerait des activités intensives en travail d'Asie vers l'Europe mais cela resterait des emplois peu et moyennement qualifiés, créant des *working poors* au regard du niveau du coût de la vie en Europe de l'Est (plus élevé qu'en Asie).

Le troisième groupe, constitué des Etats membres méridionaux, groupe affublé de l'acronyme insultant de PIGS par une certaine presse conservatrice, par des politiciens populistes, voire par des économistes en charge des politiques monétaires dans l'Europe du nord, sera dans une situation particulièrement problématique. Déjà fortement affaiblis par la crise de 2008 et les politiques d'austérité qui en résultèrent, ces Etats ont été en plus particulièrement touchés par la pandémie et les mesures de confinement très longues et dures, ce qui grève d'autant plus les finances publiques déjà dans une situation dans préoccupantes. L'importance du secteur

⁴¹ European Mortality Monitoring Project, Brussels, 2020 : <https://www.euromomo.eu/graphs-and-maps>, consulté le 15 mai 2020

touristique dans leurs économies, un des plus touchés par les mesures de confinement, aggrave encore cette situation avec un été qui s'annonce catastrophique, aussi bien du point de vue des faillites, du chômage et des recettes publiques.

Ce choc majeur survient dans des économies connaissant déjà de très importantes difficultés structurelles. En plus d'un niveau d'endettement très élevé, ces pays subissent une évolution démographique très défavorable. L'émigration de nombreux jeunes sans perspectives d'emploi dans leur pays d'origine depuis 2008, le fort chômage, la précarité croissante des contrats de travail et les problèmes de logement sont autant de facteurs qui accélèrent un très inquiétant vieillissement de la population. Ce facteur démographique pèse sur la soutenabilité des finances publiques depuis plus de dix ans. Conjugués à cela, il faut encore ajouter la fuite des cerveaux ainsi que le manque d'investissement en R&D et dans les infrastructures qui expliquent la croissance nulle, voire négative de la productivité lors des années 2010.

Ces Etats du sud de l'UE jouissent d'un système de protection sociale plus développé que les Etats membres de l'Est, même s'il a commencé à être démantelé par les politiques d'austérité qui se sont accélérées après la crise de 2008. La situation catastrophique des finances publiques et les faiblesses structurelles de ces économies rendent le statu quo insoutenable. On voit mal comment des politiques d'austérité suffiraient à rétablir l'équilibre à moins d'être d'une dureté exceptionnelle provoquant alors un effondrement du niveau de vie des populations locales tel qu'il entraînerait des troubles sociaux sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale et probablement des changements politiques radicaux.

Une grande partie des entreprises locales de ces Etats membres du sud auront des difficultés de liquidité et seront incapables de procéder à des investissements de modernisation pour faire face à la concurrence des entreprises des Etats du nord-ouest de l'Union européenne. Est-ce que les gouvernements des Etats membres du sud dont les caisses se vident se résigneront à des vagues de faillites ou à de reprises de champions nationaux par des firmes étrangères ? Ou tenteront-ils des manœuvres protectionnistes, dont certaines contourneront, voire violeront « l'acquis communautaire » des traités européens ? L'argument de la sécurité nationale peut être assez facilement mis en avant pour contourner les règles européennes comme on a pu le voir au début de la pandémie lorsque les Etats membres de la fermèrent leurs frontières et imposèrent des interdictions d'exporter le matériel médical et pharmaceutique vers d'autres Etats membres.

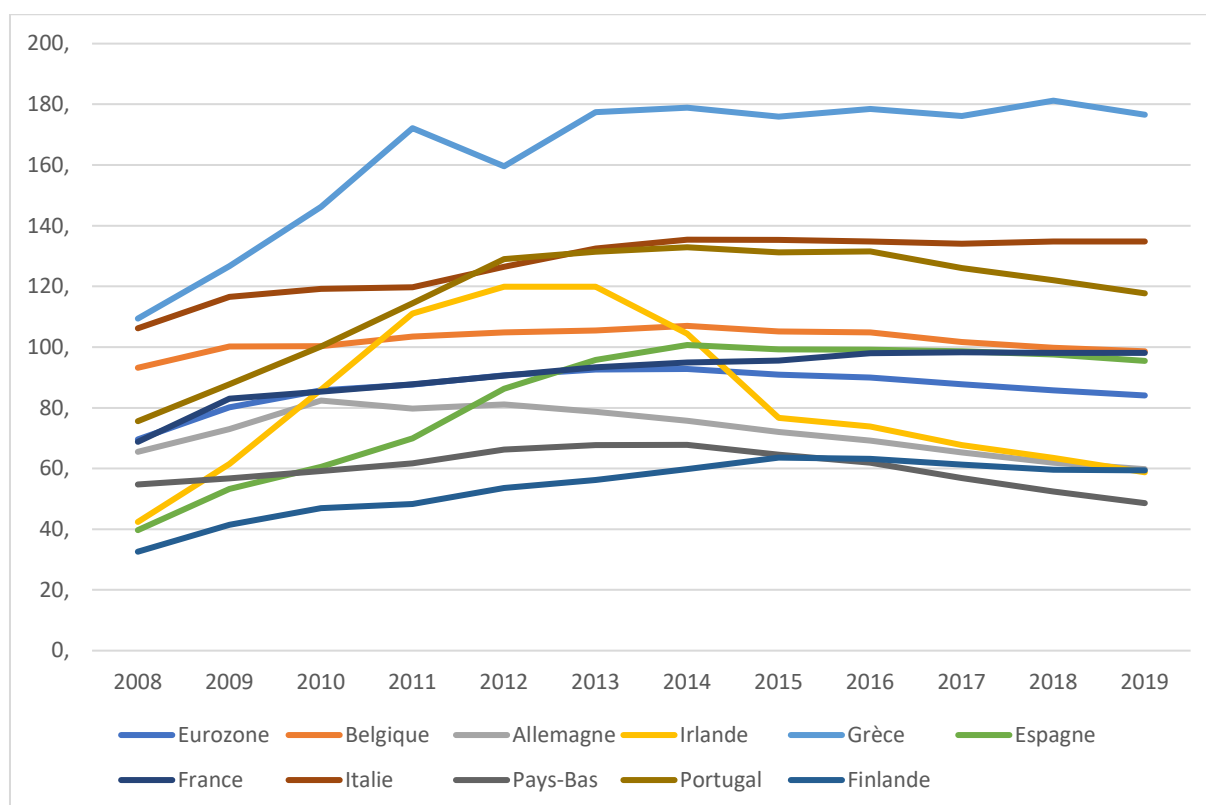
Sans transferts financiers vers ces Etats en difficulté de la périphérie orientale et méridionale, le fonctionnement même des institutions européennes, du marché unique, voire simplement de l'Etat dit de droit se trouvera sérieusement menacé.

b) La zone euro pourrait connaître une crise plus grave qu'en 2011.

De nombreuses faiblesses structurelles de la zone euro n'ont pas été corrigées. Pour faire de l'euro une zone monétaire optimale où chaque Etat membre en cessation de paiement peut rembourser sa dette en générant des exportations et en réduisant sa consommation, l'UE, la Banque Centrale Européenne et les gouvernements des Etats membres concernés ont imposé de douloureuses réformes structurelles du marché du travail en Espagne, en Grèce ou en Italie. En précarisant les contrats de travail dans les secteurs privés comme publics, ces réformes permettent plus facilement des dévaluations internes, c'est-à-dire essentiellement obtenir des gains de compétitivité en baissant les salaires, ce qui génère des millions de travailleurs pauvres, et en comprimant la consommation. Ces politiques économiques qui ont considérablement détérioré la situation de la population laborieuse ont relevé la part des exportations dans le PIB dans tous les Etats membres méridionaux. Mais malgré ces réformes et la montée des exportations dans leur PIB, ces Etats membres ont continué à accumuler des déficits commerciaux et leur capacité à résorber leur dette est restée faible avec des niveaux d'endettement beaucoup plus importants qu'en 2008. Parallèlement, les Etats du nord de la zone euro réduisaient rapidement leurs dettes publiques.

Table 3. Evolution des dettes publiques de plusieurs Etats membres de la zone euro

(source Eurostat 2020)



En fait, malgré un regain des exportations des Etats membres méridionaux, la zone euro garde une forte asymétrie en termes de balance commerciale qui se poursuit du fait de l'absence d'appréciation de la monnaie des exportateurs du nord par rapport à ceux du sud de la zone euro

puisque'ils font partie de la même union monétaire. Le financement des déficits commerciaux persistants des pays du sud de la zone euro se fait par des flux de capitaux (prêts, IDE et rémissions de travailleurs migrants). L'accès à ces capitaux est facilité par la monnaie commune et le marché unique.

En ce sens, la création de l'euro est un des outils principaux du succès des entreprises allemandes à l'exportation, notamment face à leurs concurrents asiatiques et américains qui ne disposent pas de cet avantage au sein de la zone euro. De plus, en faisant partie de la zone euro qui a une balance commerciale en relatif équilibre par rapport au reste du monde, cela permet également aux firmes des Etats en situation de surplus commerciaux d'éviter une appréciation de leur monnaie qui les pénaliseraient sur les marchés mondiaux hors zone euro. Ce déséquilibre qui arrange parfaitement les grandes entreprises du nord-ouest de l'UE.

Le problème est qu'en cas de crise importante comme en 2008 ou actuellement, les Etats déficitaires ne disposent plus d'un accès aussi aisé aux capitaux pour financer leur déficit commercial et ne peuvent dévaluer pour le résorber. Sans transferts financiers des pays créanciers en surplus, les Etats du sud de la zone euro n'ont alors que la solution de la dévaluation interne et de l'austérité aux conséquences sociales catastrophiques.

Or une grande partie du monde politique, notamment au sein des partis conservateurs et d'extrême-droite des pays du nord de la zone euros mais également de la presse populiste, de certains milieux patronaux, voire de fonctionnaires européens nient cette réalité économique des rapports entre centre et périphérie et de leur interdépendance et se complaisent dans des explications irrationnelles et moralistes fondées sur des préjugés sans aucun fondement scientifique. Des discours pseudo-wébériens mettant en avant pêle-mêle l'éthique protestante, la paresse des pays méridionaux, la corruption (qui selon ces visions serait un choix délibéré des populations locales) fleurissent. Elles ont l'avantage de prétendre que ces populations des « PIGS » comme les dénomment les courants nationalistes xénophobes du nord de l'UE, dépourvues des vertus morales nordiques du travail et de l'épargne sont responsables de la crise qui les frappe comme la cigale de La Fontaine. En 2014, un député européen allemand expliquait au parlement européen que si la Californie faisait des oranges dans les années 1930, elle avait finalement su développer Silicon Valley, comme quoi la roue pouvait tourner pour la Grèce, l'Espagne ou la Roumanie. Mais ce député omettait bien de préciser que ce changement structurel de l'économie californienne s'est fait à coup de milliards du gouvernement fédéral américain qui a créé une industrie militaire de pointe pendant la deuxième guerre mondiale⁴².

Ces simplifications économico-ethniques nauséabondes qui ne sont pas plus élaborées que les justifications racistes du « fardeau de l'homme blanc » des colonisateurs européens et qui ont un relent des plus sombres moments de l'histoire de l'Allemagne, des Pays-Bas ou de la Finlande empêchent de considérer rationnellement la nécessité de procéder à des transferts financiers pour préserver un minimum de cohésion sociale au sein de l'Union Européenne. Et

⁴² Hugh Rockoff, *America's economic way of war*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012 & William Manchester, *La Spendeur et le Rêve*, Paris, Laffont, 1973

par cohésion sociale, on ne parle pas ici d'un arrêt de la dégradation des conditions sociales de ces Etats membres qui devrait se poursuivre. Ces transferts pourraient au mieux donner à ces Etats membres en difficulté des moyens de payer ses fonctionnaires, évitant ainsi un effondrement de l'Etat, un chaos social et politique et des exodes massifs incontrôlables de populations. Ils ne constituent pas une solution structurelle à la crise mais un pis-aller dans une situation d'urgence.

Comme la propagande xénophobe des *Brexiteers*, ces simplifications xénophobes poussent les populations dans des voies économiques qui entraîneront une chute du niveau de vie de la grande majorité. Ces discours engendrent des réactions nationalistes des pays du sud de la zone euro dont nombreux commentateurs politiques se focalisent sur l'agressivité de l'impérialisme allemand, la colonisation et le diktat économique des firmes allemandes, voire compare Merkel à Hitler. Ces visions tout aussi caricaturales sont commodes car elles ne mettent pas en avant les responsabilités des élites économiques et politiques locales dans les politiques d'austérité, les phénomènes de corruption, les problèmes de croissance engendrés notamment par un capitalisme oligopolistique rentier local très liés aux marchés publics et aux infrastructures. Ainsi les bénéficiaires des privatisations bradées depuis 2008 sont moins souvent des acquéreurs allemands que des élites économiques locales qui bénéficient d'informations d'initié de par leurs liens étroits avec le monde politique du pays en question.

Le niveau général de la dette de la zone euro grandit de manière considérable avec le coût de la pandémie. En 2011 la Grèce avait une dette dont le montant absolu représentait moins de 4% du PIB de la zone euro, ce qui rendait son sauvetage financier plausible. Mais si un phénomène d'emballement de la dette espagnole et italienne se produisait dans les prochains mois, on serait en présence de montants beaucoup trop élevés que pour organiser pareil sauvetage. En 2019 avant la pandémie, la dette combinée de l'Italie et l'Espagne se situait à 4000 milliards de dollars, soit le niveau du PIB allemand, mais cette dette augmentera fortement pendant que le PIB allemand se contractera en 2020. La solution *ad hoc* trouvée pour la Grèce en 2010, à savoir la création du Fonds européen de stabilité financière (*European Financial Stability Facility*) ayant un statut de société privée luxembourgeoise qui était financée par les Etats créditeurs de la zone euro⁴³, sera beaucoup plus difficile à mettre en place vu les montants colossaux nécessaires au sauvetage financier de ces pays et les préjugés xénophobes qui se répandent plus rapidement dans les populations d'Europe depuis la crise de 2008.

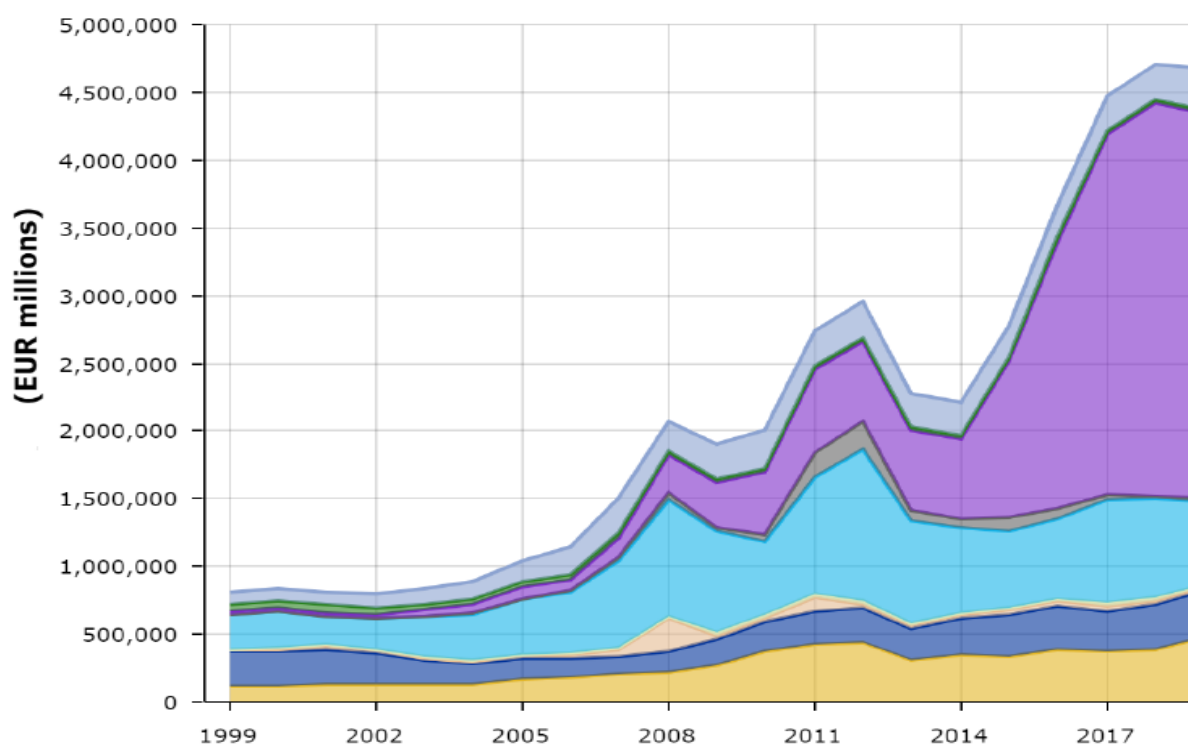
Pour éviter ces emballements des dettes italiennes et espagnoles, la banque centrale européenne renforce ses achats d'obligations des Etats de l'Eurozone à travers son programme de *quantitative easing* (QE). Mais ces politiques d'injection de liquidité ont une limite. D'abord le bilan de la BCE, comme celui de nombreuses grandes banques centrales, s'est considérablement alourdi (il a décuplé de taille, voir la table 5 ci-dessous) et s'est détérioré en qualité d'actifs, reprenant des titres financiers dont les marchés ne veulent plus du fait d'un risque de défaut potentiel. Des résistances plus fortes de certains Etats membres créditeurs se font sentir vis-à-vis de ces politiques qui facilitent la poursuite de l'endettement des Etats du sud de la zone euro mais qui n'offrent pas de solutions structurelles pour équilibrer les finances publiques de ces pays. Ainsi on a pu observer la récente position de la cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe qui a donné l'injonction à la BCE de justifier en quoi son programme de *quantitative*

⁴³ Jean-Christophe Defraigne & Patricia Nouveau, *Introduction à l'économie européenne*, Louvain-la-Neuve, DeBoeck, 2017

easing était proportionnel aux dangers encourus par la zone euro sous peine d'interdire à la Bundesbank allemande de poursuivre ces opérations au sein de l'eurosystème et de la BCE.

Table 4. Bilan de la banque centrale Européenne depuis 2008

(Source : BCE 2020 <https://www.ecb.europa.eu/pub/annual/balance/html/index.en.html>)



Certes, lors de la crise précédente de la zone euro, la cour de Karlsruhe avait fait des objections analogues mais était finalement rentrée dans le rang face au risque d'effondrement de la zone euro et du système financier international⁴⁴ en acceptant les mesures juridiques créatives peu orthodoxes de sauvetage de la Grèce et les injections de liquidité de la BCE. Mais sera-t-il encore le cas cette deuxième fois, dans un contexte politique et social aggravé en Allemagne avec une extrême droite qui a percé électoralement ?

Au-delà des oppositions possibles des Etats du nord de la zone euro, il y a des limites à l'expansion du bilan de la BCE à travers des opérations de QE indéfinies. C'est une question délicate qui ne fait pas l'unanimité auprès des économistes monétaires. Ces injections de liquidité peuvent relancer d'autres bulles spéculatives. Il est également possible qu'un bilan de la BCE qui ne cesserait de croître atteindra tôt ou tard un certain seuil, seuil que personne ne connaît et c'est là toute la difficulté, au-delà duquel se développerait un sentiment de méfiance

⁴⁴ Même le président Obama avait fait pression sur Merkel et Sarkozy pour trouver une solution rapide et éviter un emballement de la dette italienne qui aurait pu mettre en difficulté les banques italiennes et indirectement leurs créanciers américains

générale des acteurs économiques vis-à-vis de l'euro comme monnaie dont les conséquences seraient incalculables.

Bien que cela fut en son temps dénoncé par plusieurs économistes, le système européen de supervision bancaire risque de s'avérer insuffisant. Les capacités de lobbying du secteur financier auprès des Etats et des institutions européennes pour payer et être régulées le moins possible pouvaient faire pressentir cette situation⁴⁵. Certes, un mécanisme de bail-in a été mis en place dans le cadre de l'Union bancaire de 2014 par lequel les banques devaient verser des provisions pour éviter que le contribuable ne paye à nouveau le plan de sauvetage financier des banques en cas de nouvelle crise systématique. Mais les banques ne devaient provisionner qu'un montant de 55 à 60 milliards gérés par le Conseil de Résolution unique européen (*Single Resolution Board*) pour couvrir 130 banques systématiques européennes alors que la crise de 2008 a démontré qu'une seule banque systémique peut nécessiter une recapitalisation de plus de 10 milliards et que les gouvernements de l'UE ont avancé 1600 milliards pour le sauvetage des banques. Et encore, les banques ont obtenu dix ans pour verser leurs provisions et donc au moment de l'explosion de la pandémie, le Conseil de résolution unique ne disposait encore que de 33 milliards sur les 55 à 60 attendus⁴⁶. Plusieurs économistes ont évalué que le montant nécessaire de ces provisions pour un bail-in aurait dû se situer entre 600 et 900 milliards mais les banques ont bien résisté aux régulateurs trop dociles⁴⁷. De plus les fonds de garantie nationaux des différents Etats membres ne sont pas encore mutualisés, ils devaient l'être pour l'année 2024, ce qui pose un grave problème pour la couverture des dépôts des banques des Etats du sud de la zone euro. Autant dire qu'à nouveau les banques européennes gavées de liquidité vont présenter la facture de leur incurie et de leur rapacité aux contribuables. Reste à savoir si les populations seront prêtes à payer et si la zone euro résistera au choc.

7. Le souverainisme économique : une voie sans issue

Revenir en arrière dans le processus de mondialisation pour tenter d'atteindre l'autarcie nationale grâce au *reshoring* ou à la substitution de matières premières est une chimère coûteuse qui se traduirait par une chute radicale du niveau de vie des populations mais aussi par une détérioration environnementale et un accroissement considérable de la consommation d'énergie. La pandémie du COVID-19 a démontré à quel point la rivalité entre Etats est totalement inadéquate à contrer la propagation et à soigner la population dans une économie mondiale interdépendante. La situation des pays pauvres livrés à eux-mêmes devient encore plus dramatique et les situations chaotiques qui devraient suivre rendront plus complexe la maîtrise de la pandémie.

⁴⁵ Jean-Christophe Defraigne & Patricia Nouveau, *Introduction à l'économie européenne*, Louvain-la-Neuve, DeBoeck, 2017 & Corporate Europe Observatory 2018 <https://corporateeurope.org/en/financial-lobby/2018/09/how-financial-lobby-won-battle-brussels#> consulté le 10 mai 2020

⁴⁶ Conseil de résolution unique, *Press Release 29 October 2019*, Bruxelles, 2019, <https://srb.europa.eu/en/node/867>. consulté le 16 mai 2020

⁴⁷ Jean-Christophe Defraigne & Patricia Nouveau, *Introduction à l'économie européenne*, Louvain-la-Neuve, DeBoeck, 2017

Choisir de sortir de la crise par une politique mercantiliste n'est pas une issue. La récession globale génère des poussées protectionnistes qui rendront plus difficile de tirer la croissance de l'économie nationale par des exportations et cela quel que soit le pays considéré. Dans le cas de la zone euro, les pays du sud de l'Europe qui choisiraient de sortir de l'Euro ou qui seraient poussés dehors subiraient un choc très dur, similaires aux effets subis par des pays du Tiers-Monde lors de la crise de la dette des années 1980 et des plans d'ajustements structurels. Leur nouvelle monnaie nationale serait dévaluée, augmentant la dette extérieure et le prix des biens importés pour lesquels il n'existe pas de substitution en termes de production nationale. Cela rendrait les exportations nationales plus compétitives mais face à des politiques protectionnistes généralisées de la part de nombreuses économies pour les biens assez peu différenciés qu'ils peuvent produire, il est peu probable que la croissance additionnelle des exportations de biens et services (notamment le tourisme) puisse compenser le choc de la hausse des prix et de la dette (et donc des taxes et des réductions de dépenses publiques) qui affectera durement le pouvoir d'achat de la population. Et cela sans même prendre en compte les risques accrus d'attaques spéculatives contre leurs nouvelles petites et fragiles monnaies nationales et les fuites de capitaux qui en résulteront. On voit mal également comment ces pays pourront alors se lancer des politiques de modernisation de leur infrastructure et de leur appareil productif ainsi que de hausser le niveau d'éducation pour rompre avec la faible productivité et la faible capacité d'innovation technologique de ces économies. Désespérés par les instabilités monétaires et le manque de capitaux, il est très possible que ces Etats sortis de la zone euro finiraient pour attirer les investisseurs (et faciliter les mouvements de capitaux de certaines élites économiques locales) lieront finalement leur monnaie à l'Euro, voire pour les plus petites économies euroïseront leur économie. Cette rupture « souverainiste » ne serait qu'une façade qui ne changerait rien quant au niveau de vie des populations concernées.

Au sein des deux grandes puissances mondiales que sont les Etats-Unis et la Chine, les craintes au sein des élites politiques et économiques de crises sociales graves déstabilisatrices peuvent lancer ces deux pays dans une fuite en avant conflictuelle. Les rhétoriques nationalistes et xénophobes pourront donner l'illusion à une partie de la population et à certains dirigeants que leurs capacités financières, technologiques et militaires leur permettront de suivre des politiques mercantilistes de type impérialiste où le rapport de force géopolitique et militaire servira à garantir des débouchés pour leurs firmes nationales.

Une telle évolution ne sera pas sans rappeler l'évolution du monde avant 1914. La Grunderkrise de 1873 qui a donné lieu à la Grande Dépression de 1873-1895 et à l'adoption de politiques protectionnistes a également renforcé les concurrences impérialistes entre les grandes puissances industrialisées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Japon, Italie, Pays-Bas, Belgique). La Grande-Bretagne, première puissance économique et militaire était sur le déclin alors que l'Allemagne, une nation récemment intégrée et industrialisée, basait sa croissance sur les exportations et avait un besoin croissant de débouchés et d'accès aux matières premières pour sa production industrielle. Au milieu des années 1890, l'empereur d'Allemagne développe sa *Weltpolitik* et déclare que « *le futur de l'Allemagne est sur les mers* » (Guillen, 1970). L'Allemagne lance le projet du *Bagdadbahn*, le chemin de fer Berlin-Bagdad, pour son expansion commerciale internationale. Dans ce contexte de concurrence commerciale, débute une course aux armements entre ces deux pays et les autres puissances militaires européennes.

En 2000, le gouvernement chinois adoptait sa politique de « go-global ». En 2013 Xi Jinping lançait son « *Badgadbahn* » avec les nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative*) pendant que le gouvernement américain tentait de négocier des accords du TTIP et du TPP qui maintenaient la Chine à l'écart. Depuis la crise de 2008, la course aux armements est devenue ouverte, particulièrement entre la Chine, les Etats-Unis, leurs alliés asiatiques, voire l'Europe à qui Washington demande de suivre. Ces analogies historiques, identifiées par de nombreux spécialistes géopolitiques⁴⁸ sont préoccupantes et ne peuvent écartées par les truismes tels que « l'histoire ne se répète jamais » ou « la mondialisation de l'économie empêcherait une telle confrontation » (surtout en plein débat de *decoupling* entre les Etats-Unis et la Chine).

Table 5. Dépenses militaire dans le monde 2008-2019

(source SIPRI data base 2020, <https://www.sipri.org/databases/milex>)

Pays	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Etats-Unis	766,0	826,2	849,9	839,8	793,2	732,1	687,1	671,5	669,4	662,6	682,5	718,7
Chine	112,9	136,8	143,9	155,2	168,5	184,2	200,0	213,5	225,6	238,5	253,5	266,4
Japon	44,6	45,5	45,6	46,2	45,7	45,5	46,0	46,8	46,5	46,5	46,6	46,6
Corée du Sud	31,7	33,7	34,0	34,4	35,3	36,4	37,8	39,3	40,3	41,0	43,1	46,3
Inde	43,7	51,5	51,7	52,2	52,0	51,6	54,3	54,3	59,8	64,6	66,3	70,8
Australie	20,5	22,0	22,3	22,0	21,2	21,0	22,8	25,2	27,5	27,5	26,8	27,4
France	49,3	53,0	50,5	49,0	48,2	47,9	48,8	50,1	52,0	52,7	51,4	52,2
Allemagne	42,2	44,1	44,5	43,3	43,6	42,0	41,0	40,9	43,8	45,3	46,5	51,2

Si l'on veut éviter que les conséquences économiques de cette pandémie entraîne le monde vers de nouveaux « orages d'acier » comme il en a connu à deux reprises au 20^{ème} siècle, il faudra que les populations prennent conscience que le protectionnisme et le nationalisme sont des voies sans issues. Il faudra également qu'elles identifient les contradictions structurelles d'une économie gangrénée par le parasitage de la finance et des grandes multinationales oligopolistiques qui accumulent pour spéculer plutôt que pour réaliser les investissements nécessaires à une croissance globale soutenable et équitable. C'est la condition pour que cette pandémie débouche sur un progrès majeur pour l'humanité et non sur la poursuite de logiques de quête de profit à tout prix, logiques dépassées et de plus en plus porteuses d'un avenir sombre pour l'avenir du monde.

⁴⁸ Graham Allison, *Destined for War*, London, Scribe, 2018, Gideon Rachman, *Easternization*, New-York, New Press, 2016, Richard McGregor, *Asia's Reckoning*, New-York, Allen Lane, Bart Dessein, *Interpretating China as a regional and Global Power*, London, Palgrave Mc Millan, 2014